

**Experts-comptables
Commissaires aux comptes**

Guillaume BLANCHARD

Laurent GODRET

Sylvie HERVÉ

Benoît LEROY

Jean Pierre VOGEL

Associé fondateur

Michel FILOCHE

FONDATION SERGE ET ANDREE LE GROU

100 rue Serge et Andrée LE GROU
72140 ROUEZ

SIREN 840 284 558

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2023

4, cour Étienne Jules Marey - 72000 Le Mans
www.altexa.fr - 02 43 43 62 62 - lemans@altexa.fr

 **Le Mans**

 **Fresnay-sur-Sarthe**

 **Saint-Calais**

S.A. au capital de 192 000€ » Siège social : 4 cour Étienne Jules Marey - 72000 Le Mans » Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région des Pays de la Loire et à la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes Ouest-Atlantique » R.C.S. Le Mans B 333 203 099 » APE 6920Z

 **Alliance
eurus**

FONDATION SERGE ET ANDREE LE GROU

100 rue Serge et Andrée LE GROU
72140 ROUEZ

SIREN 840 284 558

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

FONDATION SERGE ET ANDREE LE GROU

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2023

Au Conseil d'administration de la FONDATION SERGE ET ANDREE LE GROU,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION SERGE ET ANDREE LE GROU relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et dans les autres documents adressés aux membres du conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Le Mans, le 7 juin 2024
Le Commissaire aux comptes
ALTEXA



Laurent GODRET

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 707 182	14 807	3 692 375	3 697 311
Constructions	25 722 387	3 257 988	22 464 399	23 079 028
Installations techniques, matériel et outillage	188 751	101 127	87 623	106 825
Autres immobilisations corporelles	1 149 838	531 919	617 919	670 063
Immob. en cours / Avances et acomptes	119 989		119 989	17 235
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières	558		558	558
Total I	30 888 721	3 905 842	26 982 879	27 571 034
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	6 448		6 448	3 774
Créances				
Usagers et comptes rattachés	1 706 729	1 093 589	613 140	428 401
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	3 589		3 589	15 502
Divers				
Valeurs mobilières de placement	800 000		800 000	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 012 389		1 012 389	2 552 842
Charges constatées d'avance	4 313		4 313	3 271
Total II	3 533 467	1 093 589	2 439 878	3 003 790
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	34 422 188	4 999 431	29 422 757	30 574 824

Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	24 667 081	24 567 378
Première situation nette établie	2 622 431	2 522 728
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	22 044 650	22 044 650
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 058 289	99 702
Situation nette (sous-total)	23 608 792	24 667 081
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	17 053	19 530
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	23 625 845	24 686 611
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	5 107 828	5 415 878
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	5 107 828	5 415 878
Emprunts et dettes financières diverses	312 536	312 863
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 846	46 916
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	307 599	88 453
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24 103	24 103
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
Total IV	5 796 912	5 888 213
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	29 422 757	30 574 824

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations						
Ventes de biens et de services	1 545 418		1 456 479		88 939	6,11
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	1 545 418	100,00	1 456 479	100,00	88 939	6,11
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation						
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	8 481	0,55	400	0,03	8 081	NS
Utilisation des fonds dédiés						
Autres produits	11		70		-59	-83,76
Total I	1 553 911	100,55	1 456 949	100,03	96 962	6,66
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	333 572	21,58	243 800	16,74	89 773	36,82
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	269 585	17,44	146 642	10,07	122 942	83,84
Salaires et traitements	77 927	5,04	56 501	3,88	21 426	37,92
Charges sociales	28 445	1,84	20 952	1,44	7 493	35,76
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	1 822 437	117,93	784 797	53,88	1 037 640	132,22
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	377	0,02	337	0,02	40	11,95
Total II	2 532 343	163,86	1 253 029	86,03	1 279 314	102,10
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-978 433	-63,31	203 920	14,00	-1 182 352	-579,81
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés	26 495	1,71	4 919	0,34	21 576	438,63
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
Total III	26 495	1,71	4 919	0,34	21 576	438,63
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assilées	103 193	6,68	109 121	7,49	-5 928	-5,43
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
Total IV	103 193	6,68	109 121	7,49	-5 928	-5,43
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-76 698	-4,96	-104 202	-7,15	27 503	-26,39
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	-1 055 131	-68,27	99 718	6,85	-1 154 849	NS
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	242	0,02			242	
Sur opérations en capital						
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	2 235	0,14	1 381	0,09	854	61,81
Total V	2 477	0,16	1 381	0,09	1 096	79,32

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion			216	0,01	-216	-100,00
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi						
Total VI			216	0,01	-216	-100,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	2 477	0,16	1 165	0,08	1 312	112,57
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	5 635	0,36	1 181	0,08	4 454	377,14
Total des produits (I + III + V)	1 582 882	102,42	1 463 249	100,46	119 633	8,18
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	2 641 171	170,90	1 363 547	93,62	1 277 624	93,70
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 058 289	-68,48	99 702	6,85	-1 157 991	NS
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FONDATION S. ET A. LE GROU

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 29 422 757 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 1 058 289 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 20/02/2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

La fondation Serge et Andrée Le GROU a pour but de mettre en oeuvre des actions au bénéfice des personnes âgées principalement nécessiteuses, et notamment en favorisant leur logement au sein de d'établissements adaptés à leurs attentes.

A cette fin, le but principale de la Fondation est l'accueil en vue du logement de ces personnes âgées en situation de précarité ou à faibles ressources, et éventuellement non nécessiteuses, dans des établissements qu'elle administre.

La Fondation bénéficie d'une reconnaissance d'utilité publique.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 0 à 7 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 8 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont étalées sur plusieurs exercices.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

La Fondation a constaté des créances douteuses au 31/12/2023 pour un montant de 1 592 175.60 euros, créances relatives à un locataire.

Une provision nette des dépôts de garantie encaissés a été constatée sur l'exercice pour un montant de 1 082 089 euros.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	3 707 182			3 707 182
- Constructions sur sol propre	24 209 302			24 209 302
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 513 085			1 513 085
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	187 970	781		188 751
- Installations générales, agencements aménagements divers	713 991	36 658		750 649
- Matériel de transport	10 859	12 000		22 859
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	376 331			376 331
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	17 235	102 754		119 989
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	30 735 955	152 193		30 888 148
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	15			15
- Prêts et autres immobilisations financières	558			558
Immobilisations financières	573			573
ACTIF IMMOBILISE	30 736 528	152 193		30 888 721

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		152 193		152 193
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		152 193		152 193
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	9 871	4 936		14 807
- Constructions sur sol propre	2 121 853	498 653		2 589 470
- Constructions sur sol d'autrui	106 555			137 591
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	414 951	115 976		530 927
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	81 145	19 983		101 127
- Installations générales, agencements aménagements divers	131 278	76 099		207 377
- Matériel de transport	9 471	2 737		12 209
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	290 369	21 964		312 333
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	3 165 494	740 348		3 905 842
ACTIF IMMOBILISE	3 165 494	740 348		3 905 842

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 715 188 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	558		558
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 706 729	1 706 729	
Autres	3 589	3 589	
Charges constatées d'avance	4 313	4 313	
Total	1 715 188	1 714 630	558
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

La fondation a constaté des créances douteuses relatives à ses revenus locatifs à hauteur de 1 592 175.60 euros au 31/12/2023.

Compte-tenu des dépôts de garantie encaissés, une provision pour créances douteuses a été constatée pour un montant net de 1 082 089 €.

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus à recevoir	3 013
Total	3 013

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	24 567 378	99 702			24 667 081
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	99 702	-99 702		1 058 289	-1 058 289
Situation nette	24 667 081			1 058 289	23 608 792
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	19 530			2 477	17 053
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	24 686 611			1 060 766	23 625 845

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 796 912 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	5 107 828	314 101	1 319 328	3 474 399
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	312 536	312 536		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 846	44 846		
Dettes fiscales et sociales	307 599	307 599		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24 103	24 103		
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	5 796 912	1 003 185	1 319 328	3 474 399
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	308 160			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	12 533
Intérêts courus sur emprunts	3 010
Dettes prov. pour congés à payer	5 965
Ch soc / congés à payer	2 048
Total	23 556

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	4 313		
Total	4 313		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par marché géographique

	31/12/2023
Loyers revenus modérés Résidence LE GROU	48 296
Revenus locatifs immeubles et biens de rendement	1 497 122
TOTAL	1 545 418

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 8 518 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Subventions d'investissement virées au résultat		2 235
TOTAL		2 235

Des subventions reçues pour le financement du parcours pédagogique pour un montant de 22 350.39 € ont été étalées sur une période de 10 ans

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 4 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	1	1	2	2
Employés	1	1	2	2
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	2	2	4	4

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 20 815 euros.

* BRUNET STEPHANE : 20 815 euros.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Hypothèque Résidence LE GROU - Crédit Agricole	5 107 828
Autres engagements donnés	5 107 828
Total	5 107 828

FONDATION SERGE ET ANDREE LE GROU

100 rue Serge et Andrée LE GROU
72140 ROUEZ

SIREN 840 284 558

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2023

FONDATION SERGE ET ANDREE LE GROU

100 rue Serge et Andrée Le Grou

72140 ROUEZ

SIREN 840 284 558

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au conseil d'administration de la fondation Serge et Andrée Le Grou,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre fondation, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnée à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé

Rémunération du Président

Monsieur Stéphane BRUNET a perçu en 2023, au titre de son mandat, la somme de 20 815 € brut.

Le Mans, le 7 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

ALTEXA



Laurent GODRET